

**SERVICE ÉTUDES STATISTIQUES ÉVALUATION**

# **DOSSIER TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE ÎLE-DE-FRANCE**

1<sup>er</sup> trimestre 2026

# Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

## 1<sup>er</sup> trimestre 2026

- En Île-de-France, au 1<sup>er</sup> trimestre 2026, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 0,2 % en catégories A, B, C (-0,8 % hors nouveaux publics)
- Le taux de chômage est quasi stable au 4<sup>e</sup> trimestre 2025, à 7,6 % de la population active (+0,1 point)
- L'emploi salarié diminue au 4<sup>e</sup> trimestre 2025 (-0,2 %)
- Le nombre de procédures de PSE et RCC augmente entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2025 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2026

*Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les demandeurs et bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap'Emploi sont systématiquement inscrits à France Travail depuis janvier 2025.*

- Ce dossier de conjoncture présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France. Il complète sur un champ plus large notre publication, commune avec France Travail et la Dares, sur les demandeurs d'emploi.
- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- La mise en place de nouvelles procédures de production, en lien avec le service en ligne "profil de compétence" de France Travail, a conduit à une surreprésentation des cadres parmi les demandeurs d'emploi. Les statistiques relatives aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont donc plus présentées. En revanche, la qualité des données sur la demande d'emploi par métier et sur les métiers en tension permet d'en reprendre la diffusion.
- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le [site Internet de la Dares](#).
- Une publication trimestrielle conjointe avec France Travail, la Dares et la Drieets est également disponible chaque fin de mois suivant la fin d'un trimestre (janvier, mai, juillet, octobre) sur le [site de la Drieets](#)
- Dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, les bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales et les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi sont systématiquement inscrits à France Travail à compter de janvier 2025.
- Depuis mars 2025, un incident affecte les statistiques des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) produites par l'Urssaf. Aucune donnée ne sera diffusée au moins jusque fin 2026.
- Au premier semestre 2025, les évolutions sont affectées par des changements dans les **règles d'actualisation** et **l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions** (consulter le [chiffrage national](#)) :
  - Entre le 1er et le 2e trimestre 2025, les changements des règles d'actualisation ont un impact à la baisse sur les effectifs d'inscrits à France Travail en catégorie A, et en contrepartie un impact à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C
  - Depuis juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Ces sanctions prennent désormais la forme d'une suspension-remobilisation en amont d'une éventuelle radiation des listes de France Travail, ce qui entraîne une baisse des radiations des listes de France Travail en juin 2025.

*La prochaine publication sera disponible en septembre 2026 et portera sur le deuxième trimestre 2026. N'hésitez pas à nous adresser vos remarques : [idf.statistiques@drieets.gouv.fr](mailto:idf.statistiques@drieets.gouv.fr)*

## Synthèse régionale

Page 5 : Synthèse régionale

## Demande d'emploi et chômage

Page 6 : Les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail

Page 7 : Les demandeurs d'emploi par département

Page 8 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge

Page 10 : Les demandeurs d'emploi de longue durée  
et ceux ayant des droits au RSA

Page 11 : Les demandeurs d'emploi selon le métier  
recherché

Page 12 : Les entrées et les sorties de France Travail

Page 13 : Le taux de chômage

## Tensions sur le marché du travail

Page 14 : Les offres d'emploi collectées\* par France Travail

Page 15 : Les tensions sur le marché du travail francilien

Page 16 : Les tensions selon les métiers

## Emploi

Page 17 : L'emploi salarié

Page 18 : L'emploi salarié par secteur

Page 19 : Les mouvements de main d'œuvre

Page 20 : L'activité intérimaire

## Accompagnement des mutations économiques

Page 21 : Les demandes d'activité partielle

Page 22 : Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE)  
et les ruptures conventionnelles collectives (RCC)

## Synthèse régionale

### Demande d'emploi et chômage

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens inscrits à France Travail et immédiatement disponibles (catégories A, B, C) atteint 1 073 040 en moyenne au *premier trimestre 2026*. Parmi eux, 673 600 demandeurs n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

En catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 0,2 % sur le trimestre et de 1,3 % sur un an (hors nouveaux publics, ces évolutions sont respectivement de -0,8 % et de +1,7 %). Les catégories d'âge moins de 25 ans et 50 ans et plus voient leur demande d'emploi diminuer tandis qu'elle augmente pour les 25-49 ans .

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée augmente de 2,5 % au *premier trimestre 2026* et de 11,3 % sur l'année.

Les métiers recherchés qui contribuent le plus à la hausse sont ceux de l'informatique et télécommunications et ceux de la gestion, administration des entreprises.

Le taux de chômage au sens du BIT est quasi stable au *quatrième trimestre 2025*, s'établissant à 7,6 % de la population active (7,7 % en France métropolitaine).

### Tensions sur le marché du travail

Le nombre d'offres d'emploi collectées par France Travail augmente au *premier trimestre 2026* (+0,5 % après +3,1 % au trimestre précédent).

Le marché du travail francilien enregistre 18 nouvelles offres d'emploi pour 100 nouvelles demandes en moyenne au *premier trimestre 2026*. C'est moins qu'au trimestre précédent (19) et qu'au *premier trimestre 2025* (33).

### Emploi

Au *quatrième trimestre 2025*, l'emploi salarié diminue (-0,2 %)

Au *quatrième trimestre 2025*, avec de 6 920 salariés de moins, le nombre d'emplois dans le secteur privé diminue de 0,1 % par rapport au *quatrième trimestre 2024*.

Le nombre d'intérimaires diminue de 1,3 % au *quatrième trimestre 2025*.

### Accompagnement des mutations économiques

Au *premier trimestre 2026*, 262 demandes d'activité partielle demandées par près de 246 établissements ont été validées.

Au *premier trimestre 2026*, 92 plans de sauvegarde de l'emploi et 21 procédures de ruptures conventionnelles collectives ont été enregistrés. Plus de 6 800 emplois sont ainsi menacés dans les établissements de la région, nombre en augmentation par rapport au trimestre précédent (5 400).

## Les inscrits à France Travail au 1<sup>er</sup> trimestre 2026

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens au 1<sup>er</sup> trimestre 2026 diminue de 0,4 % en catégorie A et augmente de 0,2 % en catégories A, B, C (respectivement -1,4 % et -0,8 % hors nouveaux publics). En France métropolitaine, la demande d'emploi dans ces catégories diminue respectivement de 1,0 % et 0,2 %.

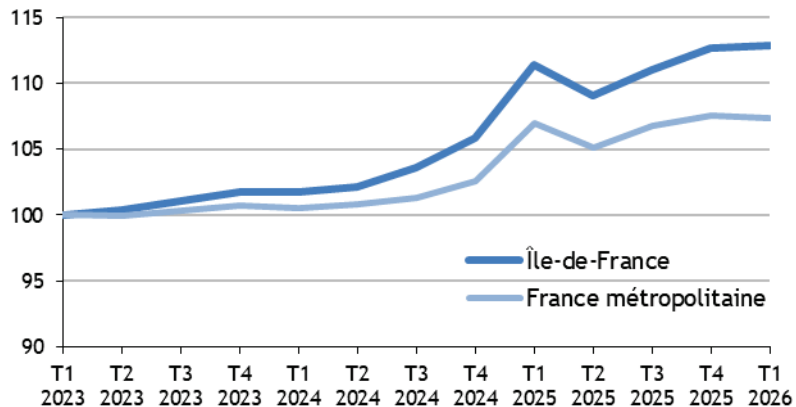
*Depuis juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Sans la mise en application de ce décret, le nombre moyen d'inscrits en catégories A et A, B, C hors nouveaux publics (bénéficiaires du RSA et jeunes accompagnés par les missions locales) aurait été moins élevé : il diminuerait de 1,9 % en catégorie A et de 1,1 % en catégories A, B, C.*

Le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C) augmente (+1,2 % après -0,1 % au trimestre précédent). En France métropolitaine, la demande d'emploi dans ces catégories augmente de 0,9 %. Le nombre d'inscrits à France Travail non tenus de rechercher un emploi diminue de 0,6 % pour les inscrits sans emploi (catégorie D) et augmente de 0,5 % pour les inscrits en emploi (catégorie E).

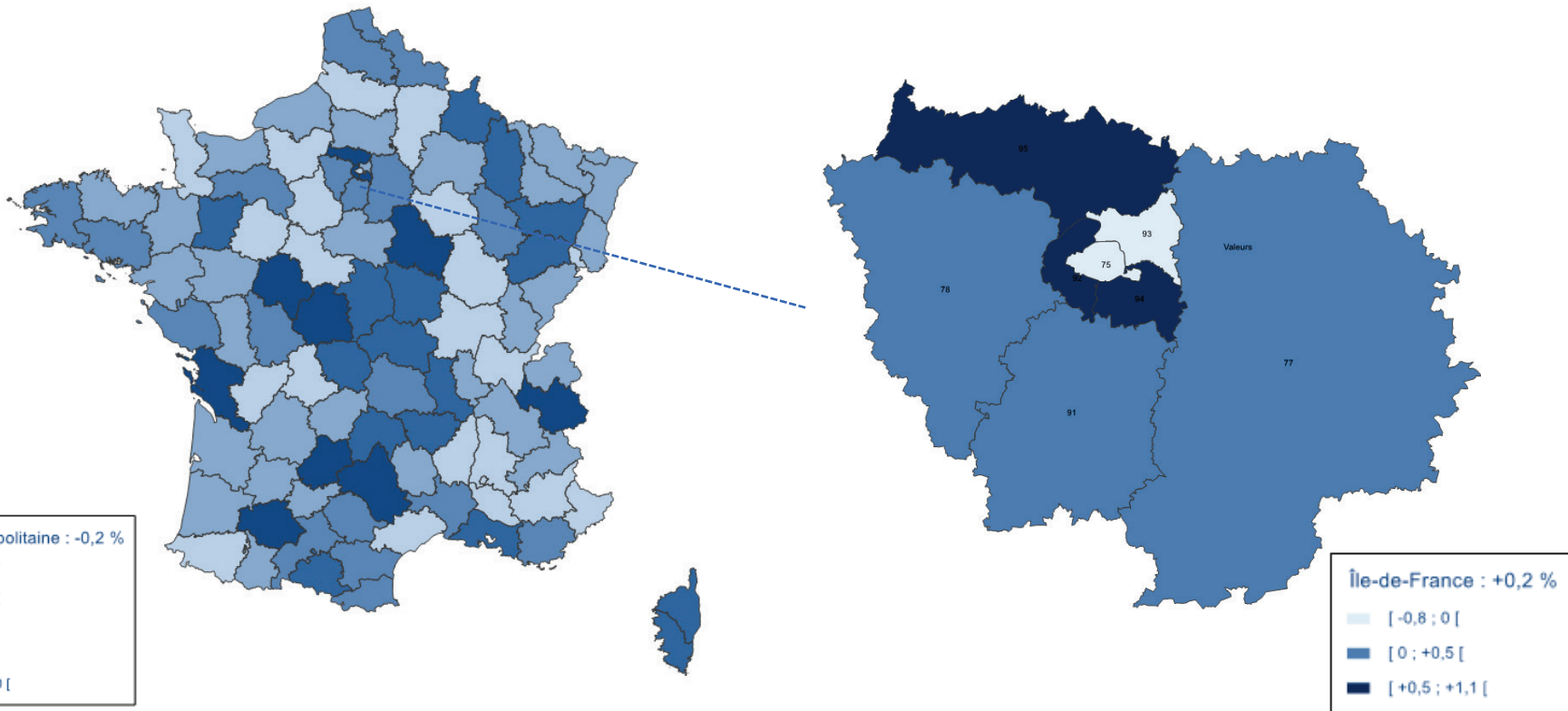
Au sein des deux catégories créées en janvier 2025, 49 516 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F, donnée brute) et 154 380 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G, donnée brute).

Données CVS-CJO 1er trimestre 2026	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	117 700	-1,4	-2,5	201 860	-0,8	-0,1
Seine-et-Marne	71 930	-0,8	-2,5	117 580	0,2	1,4
Yvelines	68 590	-0,1	-1,9	109 780	0,5	0,9
Essonne	63 590	-0,5	0,2	101 230	0,4	3,2
Hauts-de-Seine	82 660	0,9	1,8	127 890	0,9	2,5
Seine-St-Denis	118 230	-1,3	-5,2	181 890	-0,4	-1,4
Val-de-Marne	78 320	0,8	2,2	121 060	1,1	4,1
Val-d'Oise	72 580	0,0	0,5	111 750	0,6	2,7
<b>Île-de-France</b>	<b>673 600</b>	<b>-0,4</b>	<b>-1,3</b>	<b>1 073 040</b>	<b>0,2</b>	<b>1,3</b>
<b>France métr.</b>	<b>3 088 200</b>	<b>-1,0</b>	<b>-2,5</b>	<b>5 451 300</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,3</b>

**Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégories A, B, C**  
(données CVS-CJO, Indice 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2023)



**Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C par département entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2025 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2026 (en %, données CVS-CJO)**



## Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 1<sup>er</sup> trimestre 2026 (catégories A, B, C)

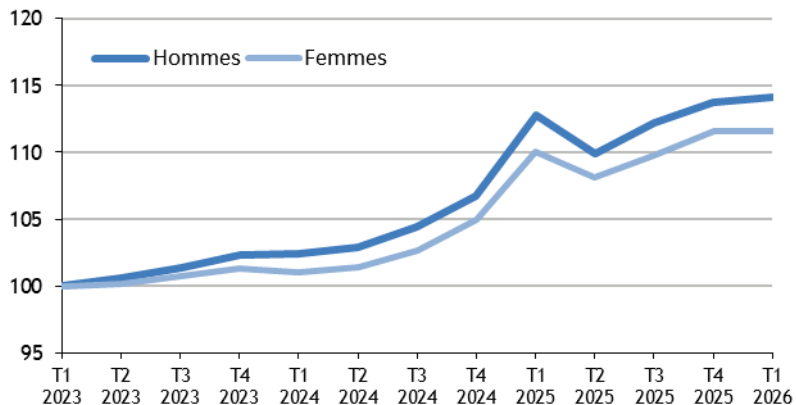
Sur le premier trimestre 2026, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C augmente de 0,3 % pour les hommes et stagne pour les femmes.

Sur un an, la demande d'emploi des femmes augmente de 1,4 % tandis qu'elle diminue de 0,2 % en France métropolitaine; celle des hommes augmente de 1,2 % (0,4 point de plus qu'en France métropolitaine).

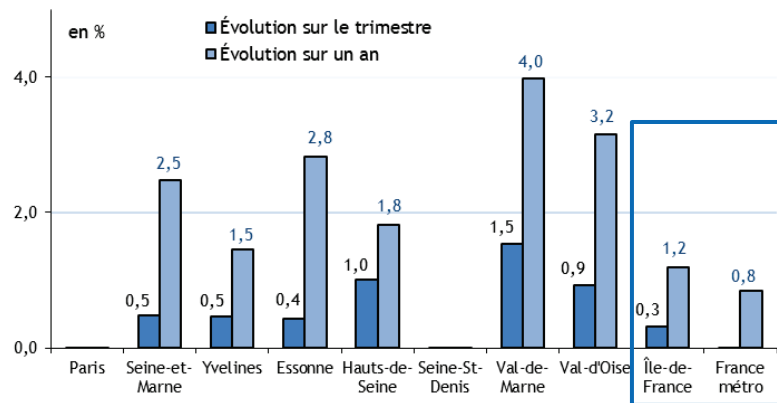
Pour les femmes comme pour les hommes, c'est dans le Val-de-Marne que les augmentations annuelles sont les plus importantes.

### Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe

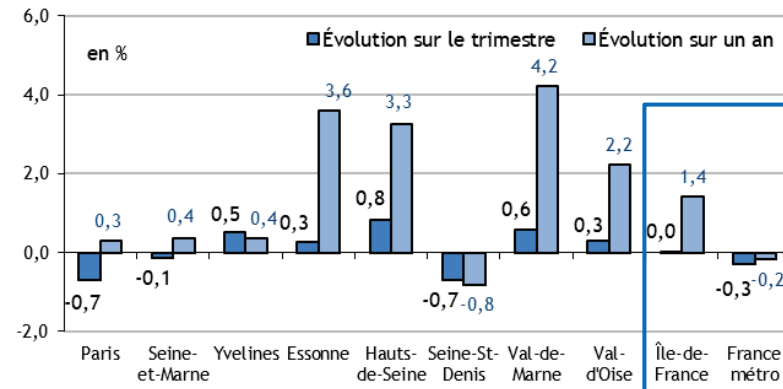
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 1<sup>er</sup> trim 2023)



## Évolution du nombre d'hommes inscrits à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



## Évolution du nombre de femmes inscrites à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



## Demande d'emploi et chômage

### Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 1<sup>er</sup> trimestre 2026 (catégories A, B, C)

Sur le trimestre, en catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 0,5 % pour les 25-49 ans et diminue de 0,4 % pour les moins de 25 ans et pour les 50 ans et plus.

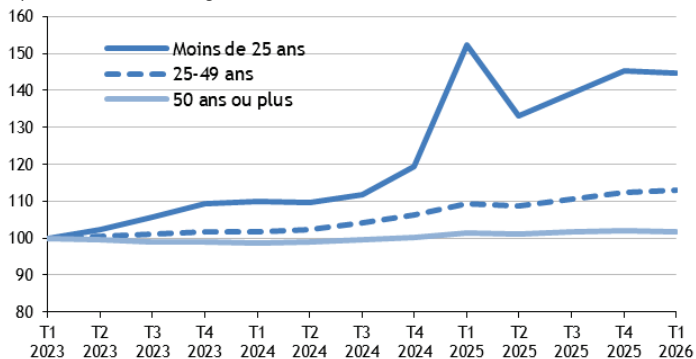
Sur un an, la demande d'emploi en catégories A, B, C diminue de 5,0 %\* pour les moins de 25 ans tandis qu'elle augmente de 3,2 % pour les 25-49 ans et stagne pour les 50 ans et plus.

La part des moins de 25 ans dans le total A, B, C est stable par rapport au quatrième trimestre 2025 (12,6 %) mais elle diminue de 0,8 point sur un an\*. Concernant la part des demandeurs âgés de 50 ans et plus (25,3 %), elle diminue de 0,1 point par rapport au trimestre précédent et de 0,3 point en un an.

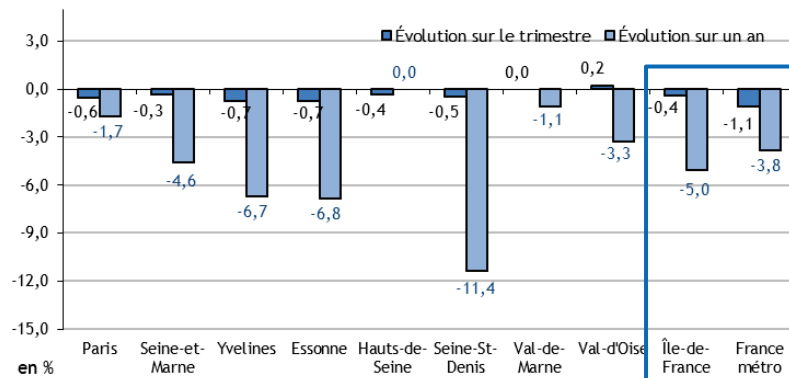
\* La baisse annuelle constatée ce trimestre est à relativiser compte tenu du niveau très élevé observé au premier trimestre 2025. En effet, avec l'application de la Loi pour l'emploi au 1<sup>er</sup> janvier 2025, la demande d'emploi des jeunes a fortement augmenté entre le T4 2024 et le T1 2025 (+27,6 %).

#### Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge

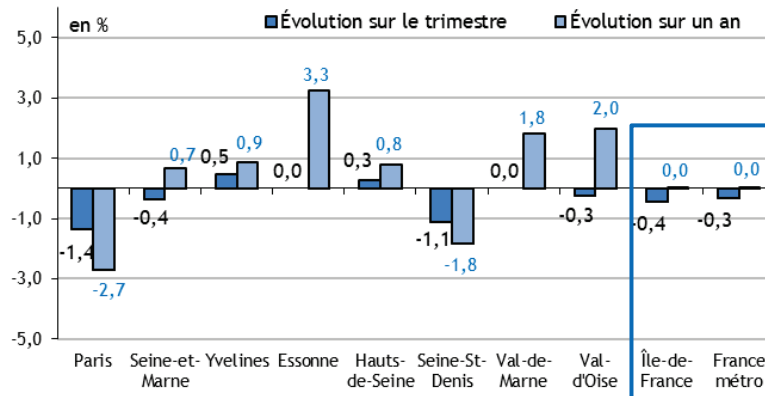
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 1<sup>er</sup> trim 2023)



#### Évolution du nombre de jeunes inscrits à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



#### Évolution du nombre de seniors inscrits à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



### Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant des droits au RSA au 1<sup>er</sup> trimestre 2026

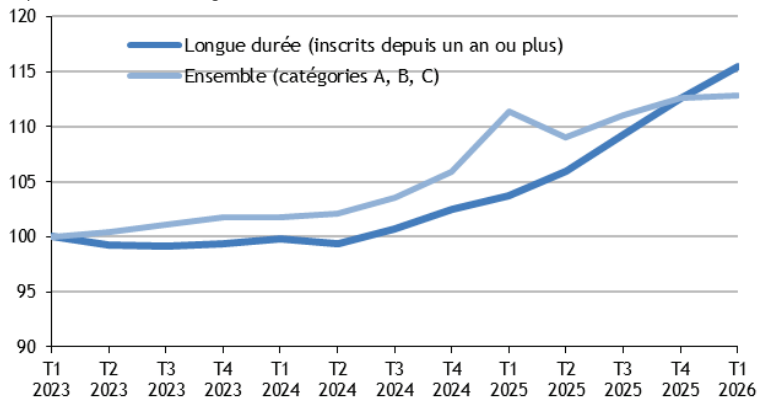
Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C inscrits depuis un an ou plus augmente de 2,5 % au premier trimestre 2026 (après +2,9 % au trimestre précédent), tandis que le nombre d'inscrits depuis moins d'un an diminue de 1,7 %. Les demandeurs de longue durée voient ainsi leur part dans l'ensemble des demandeurs franciliens (44,9 %) augmenter de 1,1 point par rapport au trimestre précédent.

Au premier trimestre 2026, 13,0 % des demandeurs d'emploi ont des droits payables au RSA en Île-de-France, soit 0,3 point de plus qu'il y a un an. Sur cette même période, leur nombre augmente de 4,2 % en Ile-de-France, alors qu'il baisse de 1,2 % en France métropolitaine.

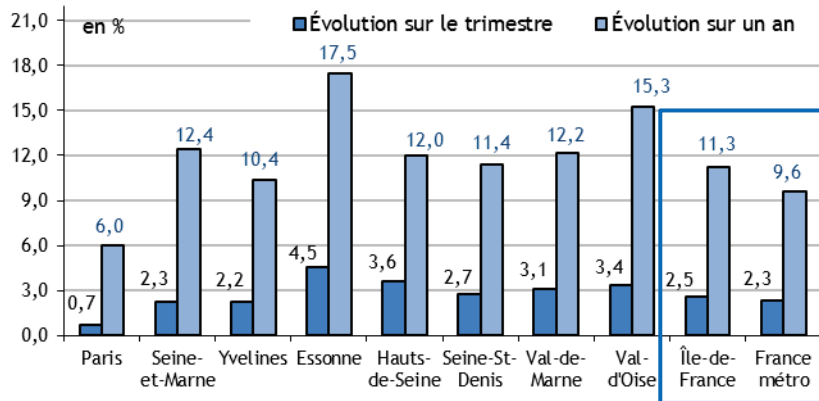
Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits payables au RSA (catégories A, B, C, en %)

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro.
1er trim. 2026	11,0	13,7	12,6	11,8	11,5	17,1	13,3	12,3	13,0	13,1
1er trim. 2025	11,4	13,4	11,9	10,7	11,9	16,3	12,6	11,7	12,7	13,4

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 1<sup>er</sup> trim 2023)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



### Les demandeurs d'emploi selon le métier recherché\* au 1<sup>er</sup> trimestre 2026 (catégories A, B, C)

Au premier trimestre 2026, l'évolution de la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C est hétérogène selon les domaines professionnels.

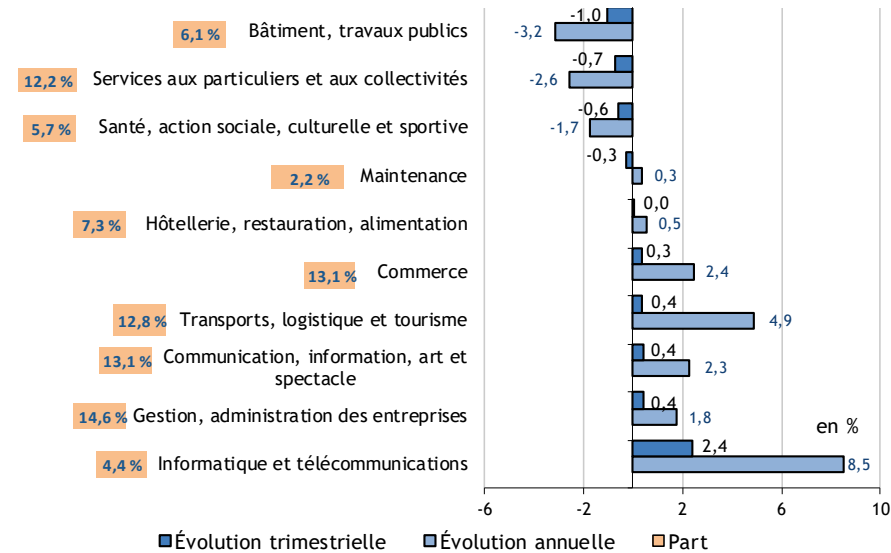
Sur le trimestre, les métiers de l'informatique et télécommunications enregistrent la plus forte augmentation de la demande d'emploi (+2,4 %), suivis des métiers de la gestion, administration des entreprises et de ceux de la communication, information, art et spectacle commerce qui augmentent plus modérément (+0,4 %) mais, dont le poids dans l'ensemble de la demande pèse davantage. À l'inverse, la demande d'emploi diminue dans les métiers du bâtiment et des travaux publics (-1,0 %) et dans ceux des services aux particuliers et aux collectivités (-0,7 %).

Sur un an, les contributions les plus fortes à l'augmentation de la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C (+13 810) sont celles des métiers des transports, logistique et tourisme (+6 390), de l'informatique et télécommunications (+3 715), du commerce (+ 3 330) et de la gestion, administration des entreprises (+3 150). Ces hausses ne sont pas compensées par la baisse de la demande des métiers des services aux particuliers et aux collectivités (-3 450) et du bâtiment et des travaux publics (-2 150).

*\* Les séries de demandeurs d'emploi par métier recherché ont été affectées par un incident de production. Les données sont donc à interpréter avec précaution et sont susceptibles d'être révisées.*

**Avertissement:** La répartition sectorielle de la demande d'emploi et son évolution doivent être interprétées avec la plus grande précaution du fait d'un accroissement significatif du nombre de modalités « non renseignée ». Le nombre d'informations manquantes est réparti dans les différents secteurs proportionnellement au poids de ces derniers dans l'ensemble.

### Demandeurs d'emploi par principaux domaines professionnels (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO)

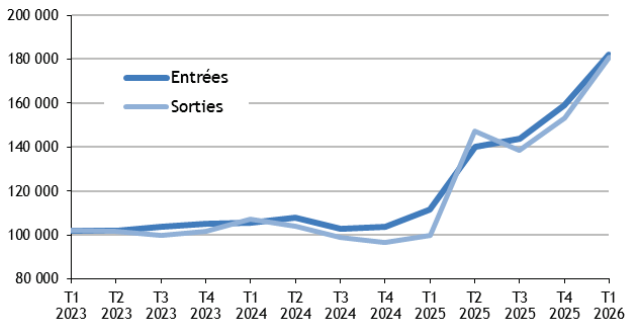


Lecture : au 1<sup>er</sup> trimestre 2026, en Île-de-France, les demandeurs recherchant un emploi dans l'hôtellerie, restauration, alimentation représentent 7,3 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi. Leur nombre est stable sur le trimestre et augmente de 0,5 % sur l'année.

## Les entrées et les sorties de France Travail au 1<sup>er</sup> trimestre 2026

Entre le quatrième trimestre 2025 et le premier trimestre 2026, le ralentissement de l'augmentation du nombre d'inscrits en catégories A, B, C (+0,2 % après +1,5 %) provient d'une accélération des entrées\* (+14,4 % après + 10,5 %) un peu moins forte que celle des sorties\* (+17,9 % après +10,9 %).

**Nombre moyen des entrées et des sorties\*\* des catégories A, B et C de France Travail** (Île-de-France, données CVS-CJO)



\*\*Entrées = demandeurs d'emploi entrés au cours du mois

Sorties = demandeurs d'emploi sortis au cours du mois (qui étaient inscrits à la fin du mois précédent)

Depuis juillet 2025, une modification du script d'inscription, sans lien avec la mise en œuvre de la loi pour le plein emploi, a affecté la répartition des entrées sur les listes de France Travail par motif d'inscription. En particulier, les entrées pour « motif indéterminé » sont nettement réhaussées tandis que les entrées pour fin de contrat, fin de mission d'intérim, démission ou rupture conventionnelle sont abaissées. Les évolutions des flux d'entrées par motif sont par conséquent difficilement interprétables.

Cette modification du script n'a pas d'impact sur le nombre d'inscrits par catégorie ni sur le nombre total d'entrées. Par ailleurs, l'intégration de nouveaux publics est susceptible de modifier la saisonnalité des séries de flux. Les séries de flux d'entrées et de sorties corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables doivent à ce titre être interprétées avec prudence.

## Entrées par motifs (catégories A, B, C, données CVS-CJO, en %)

	Nombre moyen d'entrées au 1er trimestre 2026 (en milliers)	Évolution sur un trimestre * (en %)	Évolution sur un an ** (en %)
Fin de contrat	15 930	0,3	-6,5
Fin de mission d'intérim	3 290	5,4	-15,0
Démission	3 560	4,1	-9,2
Rupture conventionnelle	8 130	1,1	-11,9
Licenciement économique	2 330	7,4	0,0
Autre licenciement	7 520	7,6	7,0
Première entrée sur le marché du travail <sup>(1)</sup>	4 590	-19,2	-21,4
Retour d'inactivité <sup>(2)</sup>	15 440	4,3	-0,5
Réinscription rapide <sup>(3)</sup>	16 010	12,5	-4,4
Autres motifs <sup>(4)</sup>	93 220	30,9	305,7
Motif indéterminé	11 970	-11,3	71,2
<b>Ensemble des entrées en catégories A, B, C</b>	<b>181 990</b>	<b>14,4</b>	<b>63,2</b>
<b>France (hors Mayotte) - En milliers</b>	<b>965,4</b>	<b>14,3</b>	<b>62,6</b>

## Sorties par motifs (catégories A, B, C, données CVS-CJO, en %)

	Nombre moyen de sorties au 1er trimestre 2026	Évolution sur un trimestre * (en %)	Évolution sur un an ** (en %)
Reprise d'emploi déclarée <sup>(1)</sup>	13 470	1,1	3,5
Entrée en stage ou en formation	9 030	0,3	-8,6
Arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite)	7 220	2,0	11,8
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation <sup>(2)</sup>	130 660	21,5	162,6
Radiation administrative	780	-387,5	-89,5
Autres cas <sup>(3)</sup>	19 670	21,4	50,2
<b>Ensemble des sorties de catégories A, B, C</b>	<b>180 830</b>	<b>17,9</b>	<b>81,5</b>
<b>France (hors Mayotte) - En milliers</b>	<b>961,5</b>	<b>14,6</b>	<b>80,7</b>

Plus de détails sur la publication des inscrits à France Travail

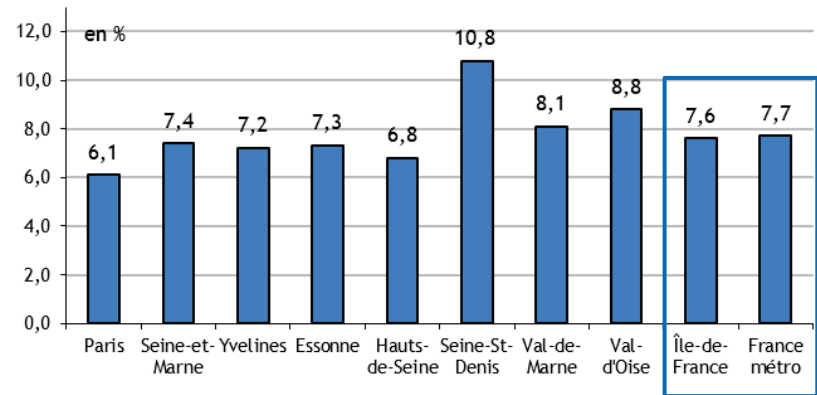
## Le taux de chômage au 4<sup>e</sup> trimestre 2025

Au quatrième trimestre 2025, en Île-de-France, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) est quasi stable, à 7,6 % de la population active (+0,1 point). En France métropolitaine, le taux de chômage augmente de 0,2 point, à 7,7 % de la population active.

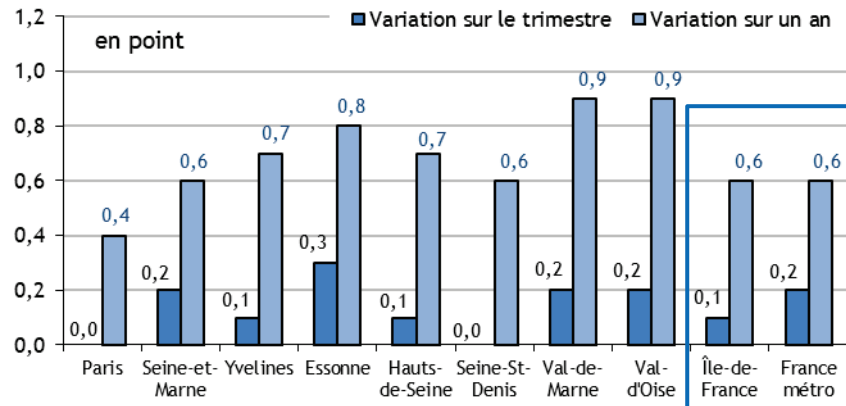
Sur le trimestre, le taux de chômage est stable à Paris (6,1 %), département francilien le moins touché, et en Seine-Saint-Denis (10,8 %), département francilien le plus touché. Dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines, il est quasi stable (+0,1 point). Le taux de chômage augmente de 0,2 à 0,3 point dans les quatre autres départements franciliens, et ce, de façon constante depuis au moins le premier trimestre 2025. Sur un an, le taux de chômage augmente entre 0,4 point et 0,9 point, le Val-de-Marne, le Val-d'Oise et l'Essonne étant les départements connaissant les plus fortes hausses.

Dans l'ensemble des régions métropolitaines, seule la Bretagne voit son taux de chômage quasi stagner comme en Île-de-France (+0,1 point). Ailleurs, il augmente de 0,2 point, sauf dans le Centre-Val de Loire (+0,3 point).

**Taux de chômage localisé au 4<sup>e</sup> trimestre 2025**  
(données CVS-CJO semi-définitives)



**Variation du taux de chômage localisé entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2024 et le 3<sup>e</sup> trimestre 2025** (données CVS-CJO semi-définitives)



### Les offres d'emploi collectées\* par France Travail au 1<sup>er</sup> trimestre 2026

France Travail n'enregistre qu'une partie des offres d'emploi disponibles, plus ou moins importante selon les métiers. L'évolution du nombre de ces offres ne reflète que celle de la part de France Travail, et non l'évolution des offres recueillies par les autres acteurs de diffusion des offres d'emploi.

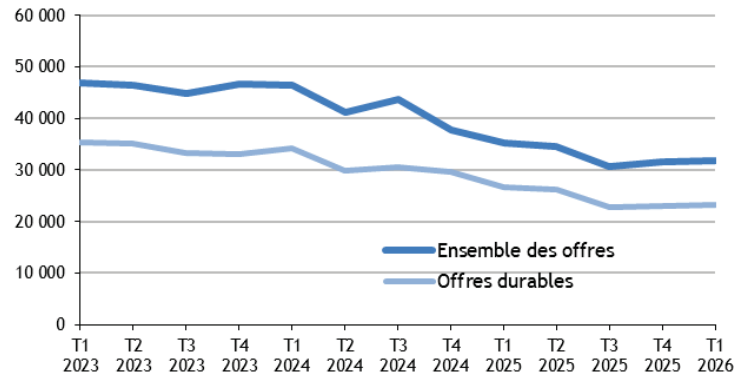
Au premier trimestre 2026, 31 810 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par France Travail en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 23 220 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Le nombre d'offres d'emploi augmente moins vite qu'au trimestre précédent (+0,5 % après +3,1 %). Néanmoins, pour les offres durables, la croissance accélère légèrement (+1,2 % après +0,8 %).

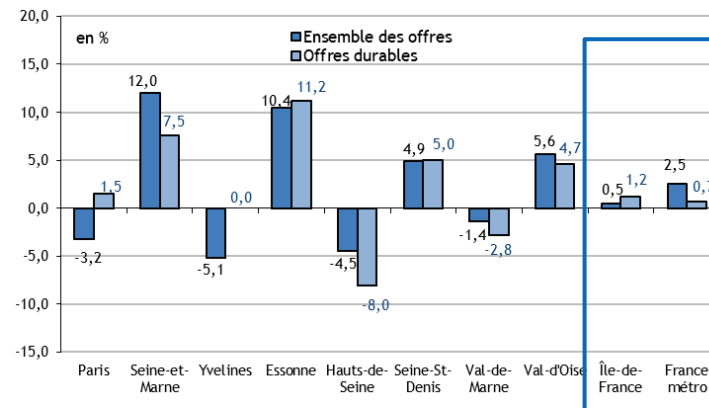
Au sein de la région, les évolutions sont très contrastées. Alors que le nombre d'offres d'emploi sur le trimestre augmente fortement en Seine-et-Marne (+12,0 %) et en Essonne (+10,4 %), il diminue dans les Yvelines (-5,1 %), dans les Hauts-de-Seine (-4,5 %), à Paris (-3,2 %) et dans le Val-de-Marne (-1,4 %).

\* Ensemble des offres directement déposées à France Travail. Le nombre d'offres d'emploi collectées publié ici ne correspond donc pas à l'ensemble des offres accessibles par les demandeurs d'emploi sur le site France Travail.fr.

Nombre d'offres d'emploi collectées  
(Île-de-France, données CVS-CJO)



Évolution sur le trimestre des offres d'emploi collectées  
(Île-de-France, données CVS-CJO, en %)



### Les tensions sur le marché du travail francilien au 1<sup>er</sup> trimestre 2026

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,18 point en moyenne au premier trimestre 2026, soit 18 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

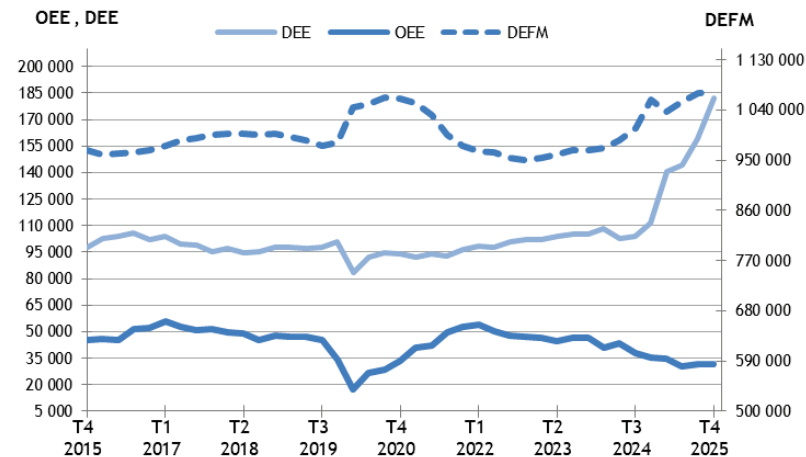
Ce ratio « offres sur demandes » diminue très légèrement par rapport au trimestre précédent (0,19) et par rapport au T1 2025 (0,33). La légère augmentation du nombre d'offres collectées (+0,5 %) ne suffit pas à combler l'accélération du nombre de demandes enregistrées par France Travail (+14,4 %).

Le taux d'écoulement\* augmente de 3 points sur le trimestre : 66,8 % des chômeurs inscrits sont sortis des fichiers de France Travail au premier trimestre 2026. Ce taux dépasse de 14,2 points son niveau du premier trimestre 2025 (52,6 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 73,6 %. Il diminue de 2,7 points par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres (70,0 %) est quasi identique à celui du trimestre précédent mais bien supérieur à celui du premier trimestre 2025 (61,5 %).

### Les tensions sur le marché du travail (Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : offres d'emploi ; DEE : demandes d'emploi ;  
DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C.

\*Le taux d'écoulement des demandes mesure l'importance des sorties des listes de demandeurs d'emploi. Une valeur élevée de ce taux indique qu'une forte proportion des demandeurs d'emploi présents un an avant ou de ceux entrés dans l'année est sortie des listes dans les douze mois.

## Tensions sur le marché du travail

### Les tensions selon les métiers au 1<sup>er</sup> trimestre 2026

Indicateurs de tension au 1er trimestre 2026 en Île-de-France - Zoom sur quelques métiers -	Taux de tension au T1 2025 (1)	Taux de tension au T1 2026	Taux d'offres d'emploi de plus de 6 mois au T1 2026(2)	Taux d'écoulement des DE sur un an au T1 2026 (3)	Nbr. moyen de DEFM en cat. ABC au T1 2026	Évol. de la DEFM en catégorie ABC sur un an (%)	Évol. des offres d'emploi sur un an (%)	Taux de satisfaction des offres d'emploi au T1 2026 (4)
Cadres du bâtiment et des travaux publics	0,67	0,44	93,7	57,9	9 131	0,7	-33,6	62,2
Techniciens et agents de maîtrise de la maintenance	1,46	1,04	81,6	64,3	11 354	3,4	-0,7	66,7
Ingénieurs et cadres techniques de l'industrie	0,83	0,63	82,8	54,0	6 681	12,8	-14,7	58,5
Conducteurs de véhicules	0,28	0,24	79,2	58,7	51 990	5,1	12,1	81,9
Cadres des services admin., comptables, financiers	0,22	0,19	83,3	54,4	49 087	7,1	-7,2	64,4
Ingénieurs de l'informatique	0,22	0,19	97,3	56,0	29 315	4,9	-16,5	65,1
Personnels d'études et de recherche	0,32	0,22	83,5	58,4	8 706	6,1	-26,6	58,1
Cadres de la banque et des assurances	0,11	0,11	81,0	53,9	4 322	0,0	5,2	55,0
Vendeurs	0,29	0,16	69,8	67,4	38 018	-1,3	-15,9	76,4
Employés, agents de maîtrise hôtellerie-restauration	0,35	0,26	72,2	65,0	23 560	-1,2	-8,0	74,3
Agents de sécurité et de gardiennage	0,42	0,30	82,8	62,8	19 306	-1,9	-9,7	84,5
Agents d'entretien	0,22	0,20	51,4	62,6	32 509	-8,0	8,5	79,7
Professionnels des arts et des spectacles	0,10	0,09	34,8	43,2	98 092	-1,6	11,6	89,9
Aides-soignants	0,43	0,32	84,2	68,5	13 026	-12,6	-14,2	75,0
<b>Ensemble des familles professionnelles</b>	<b>0,33</b>	<b>0,18</b>	<b>73,6</b>	<b>66,8</b>	<b>1 081 329</b>	<b>-0,6</b>	<b>-10,0</b>	<b>70,0</b>

- (1) Rapport entre le flux d'offres d'emploi enregistrées à France Travail durant trois mois au flux des demandeurs d'emploi qui se sont inscrits à France Travail durant la même période. Lecture : il y a 0,44 offre d'emploi enregistrée pour une demande au 1<sup>er</sup> trimestre 2026, contre 0,67 au 1<sup>er</sup> trimestre 2025 pour les cadres du bâtiment et des travaux publics.
- (2) Cet indicateur permet d'apprécier la qualité des offres déposées à France Travail, selon la famille professionnelle.
- (3) Lecture : 67,4 % des demandeurs d'emploi cherchant un métier de vendeur inscrits 12 mois auparavant, ou entrés au cours de l'année, ne sont plus inscrits à France Travail au 1<sup>er</sup> trimestre 2026.
- (4) Rapport entre les offres d'emploi satisfaites enregistrées à France Travail et le volume total des offres d'emploi traitées et sorties du fichier de France Travail.

Au premier trimestre 2026, les tensions diminuent légèrement. Elles demeurent néanmoins élevées pour les techniciens et agents de maîtrise de la maintenance et les cadres de l'industrie (respectivement 1,04 et 0,63 offres pour 1 demande). Autour de 82,0 % des offres d'emploi dans ces métiers sont durables, contre 73,6 % dans l'ensemble des métiers.

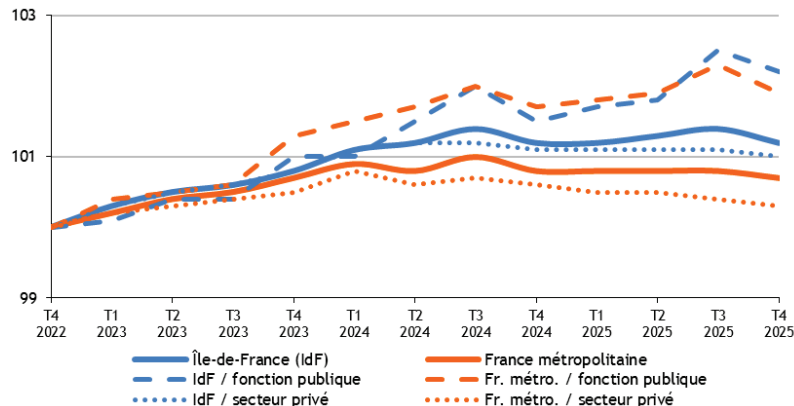
## L'emploi salarié au 4<sup>e</sup> trimestre 2025

Au quatrième trimestre 2025, en Île-de-France, l'emploi salarié est en légère baisse (-0,2 % après +0,1 %), soit -10 310 emplois par rapport au troisième trimestre. Le secteur public est en baisse (-0,3 % après +0,7 %) tandis que le secteur privé reste quasi stable (-0,1 %) pour le septième trimestre consécutif.

En France métropolitaine, l'évolution est similaire sur le trimestre, avec une légère baisse (-0,2 % soit -40 770 salariés). Les contributions respectives des secteurs privé et public sont également identiques à celles de l'Île-de-France.

À l'échelle départementale, c'est à Paris et dans les Yvelines que la baisse est la plus importante (-0,4 %) tandis que l'emploi salarié augmente légèrement en Seine-Saint-Denis (+0,2 %). Sur un an, c'est dans ces mêmes départements que l'on constate les plus fortes baisses (-0,3 % à Paris et -1,1 % dans les Yvelines) et les plus fortes hausses (+1,4 % en Seine-Saint-Denis). L'emploi salarié est ainsi stable sur l'ensemble de la région quand il diminue légèrement en France métropolitaine (-0,2 %).

Évolution de l'emploi salarié (données CVS, indice 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2022)



Emploi salarié par département (données CVS)	Nombre d'emplois au T4 2025	T4 2025 / T3 2025		T4 2025 / T4 2024	
		Variation	%	Variation	%
Paris	1 979 480	-7 530	-0,4	-5 590	-0,3
Seine-et-Marne	518 690	720	0,1	4 190	0,8
Yvelines	529 010	-2 230	-0,4	-5 870	-1,1
Essonne	498 440	10	0,0	-720	-0,1
Hauts-de-Seine	1 169 090	-740	-0,1	-1 410	-0,1
Seine-Saint-Denis	684 120	1 130	0,2	9 710	1,4
Val-de-Marne	552 750	-1 200	-0,2	470	0,1
Val-d'Oise	422 740	-450	-0,1	1 410	0,3
<b>Île-de-France</b>	<b>6 354 300</b>	<b>-10 310</b>	<b>-0,2</b>	<b>2 170</b>	<b>0,0</b>
<b>France métro.</b>	<b>27 072 460</b>	<b>-40 770</b>	<b>-0,1</b>	<b>-45 870</b>	<b>-0,2</b>

## L'emploi salarié par secteur au 4<sup>e</sup> trimestre 2025

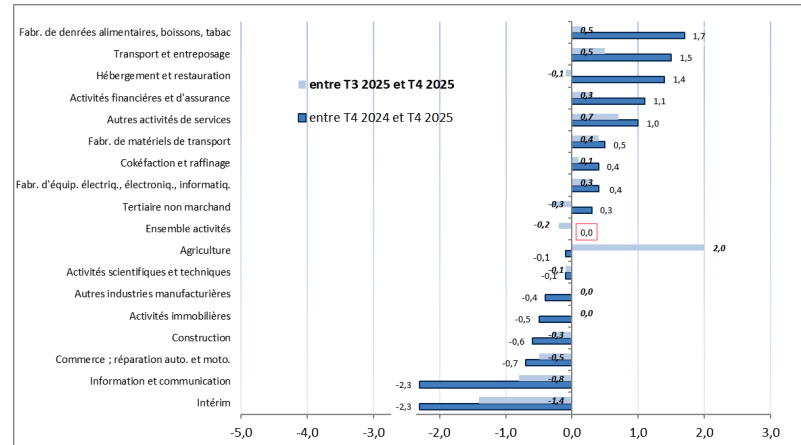
Au quatrième trimestre 2025, les évolutions de l'emploi par secteur sont à nouveau contrastées. L'emploi francilien est en légère baisse (-10 310 salariés). Ce sont les secteurs du tertiaire non-marchand (-5 530 salariés après +8 790), du commerce (-3 540 salariés) et de l'intérim (-1 610 salariés) qui participent largement à cette diminution. Le secteur de la construction connaît également une baisse (-960 salariés), tandis que les secteurs de l'industrie et du service marchand hors intérim se maintiennent.

Sur un an, l'emploi salarié stagne au global, mais c'est le secteur du commerce qui enregistre la plus forte baisse du nombre de salariés (-5 370, soit -0,7 %).

Concernant le secteur des services marchands hors intérim, le sous-secteur de *l'information et communication* (-3 820 salariés) continue de baisser significativement, symptôme des mutations en cours dans ce domaine. Le sous-secteur des *activités scientifiques et techniques* ; *services administratifs et de soutien* (-690 salariés) est également en baisse. Ces diminutions sont compensées par les sous-secteurs des *autres activités de services*, qui accélère sa croissance (+2 470 salariés après +1 040 salariés), des *transports et entreposage* (+1 780 salariés) et celui des *activités financières et d'assurance* (+1 150 salariés).

Emploi salarié par secteur d'activité (IdF, données CVS)	Nombre d'emplois au T4 2025	T4 2025 / T3 2025		T4 2025 / T4 2024	
		Variation	%	Variation	%
Agriculture	5 610	110	2,0	-10	-0,1
Industrie	440 920	550	0,1	1 510	0,3
Construction	337 160	-960	-0,3	-2 190	-0,6
Commerce	733 520	-3 540	-0,5	-5 370	-0,7
Services marchands hors intérim	3 125 630	670	0,0	5 590	0,2
Tertiaire non marchand	1 599 550	-5 530	-0,3	5 270	0,3
Intérim	111 900	-1 610	-1,4	-2 630	-2,3
<b>Secteur privé</b>	<b>5 156 720</b>	<b>-7 250</b>	<b>-0,1</b>	<b>-6 920</b>	<b>-0,1</b>
<b>Fonction Publique</b>	<b>1 197 580</b>	<b>-3 060</b>	<b>-0,3</b>	<b>9 090</b>	<b>0,8</b>
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>6 354 300</b>	<b>-10 310</b>	<b>-0,2</b>	<b>2 170</b>	<b>0,0</b>

## Évolution de l'emploi salarié dans les principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS)



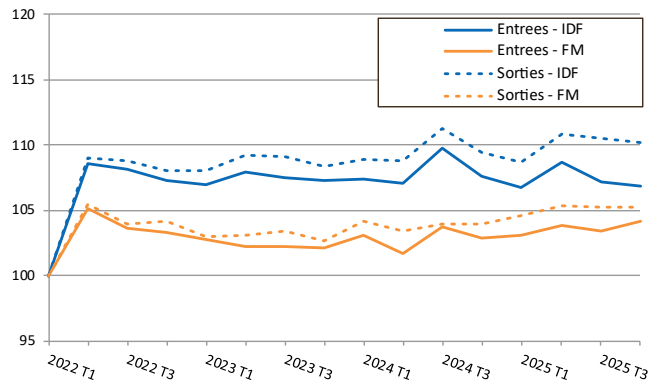
### Les mouvements de main d'œuvre au 4<sup>e</sup> trimestre 2025

Au quatrième trimestre 2025, en Île-de-France, 2 017 000 contrats sont signés dans le secteur privé (données CVS, hors agriculture et intérim), soit une légère baisse de 0,2 % (+0,7 % en France métropolitaine). 2 041 000 contrats prennent fin au quatrième trimestre 2025, soit une baisse de 0,3 %, comme au trimestre précédent (stable en France métropolitaine).

L'écart entre les entrées et les sorties est à nouveau négatif ce trimestre, les sorties excédant les entrées. Ces mouvements nets sont susceptibles d'être sensibles à l'intégration de données tardives.

276 630 CDI sont signés, soit 3,0 % de moins qu'au trimestre précédent, tandis que 300 380 CDI prennent fin (-2,2 %).

Mouvements de main d'œuvre (données CVS-CJO, base 100 au T1 2022)



Embauches et fins de contrats de travail par secteur d'activité et type de contrat en Île-de-France (données CVS-CJO)

	Niveau (en milliers)	Évolution trimestrielle (en %)				
		T4 2025	T1 2025	T2 2025	T3 2025	
		T4 2025	T1 2025	T2 2025	T3 2025	
Entrées	Ensemble	2 017	-0,8	1,8	-1,4	-0,2
	Industrie	30	1,0	0,6	-1,4	0,4
	Construction	39	0,7	-0,3	0,1	-1,0
	Tertiaire	1 948	-0,9	1,9	-1,5	-0,2
	CDD	1 740	-1,1	2,5	-1,2	0,2
CDI	277	0,9	-2,0	-3,0	-3,0	
Sorties	Ensemble	2 041	-0,7	2,0	-0,3	-0,3
	Industrie	31	1,3	0,2	2,7	1,3
	Construction	43	1,4	-0,8	8,5	1,9
	Tertiaire	1 967	-0,7	2,0	-0,5	-0,3
	CDD	1 741	-1,2	2,5	-1,0	0,1
	CDI	300	2,1	-1,4	3,5	-2,2

## L'activité intérimaire au 4<sup>e</sup> trimestre 2025

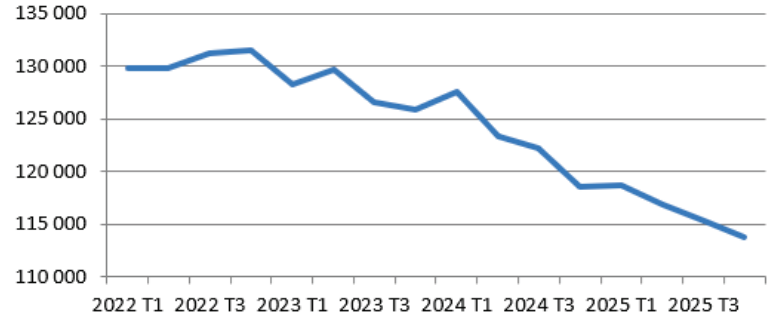
À la fin du quatrième trimestre 2025, l'Île-de-France compte 113 740 intérimaires, soit une baisse de 1,3 % (-1 540 intérimaires) par rapport au trimestre précédent. En France métropolitaine, le nombre d'intérimaires baisse moins fortement (-0,2 %).

En Île-de-France, le nombre d'intérimaires diminue dans le secteur de l'industrie (-0,8 %, soit -140 intérimaires). Les sous-secteurs participant le plus à cette baisse sont celui de la *production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné* (-130 intérimaires), celui de la *fabrication de machines et équipements n.c.a.* (-100 intérimaires) et celui de la *fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques* (-90 intérimaires). A l'inverse, le sous-secteur *des autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements* permet d'atténuer une partie de cette baisse (+100 intérimaires). En France métropolitaine, l'intérim dans l'industrie augmente de 0,7 %.

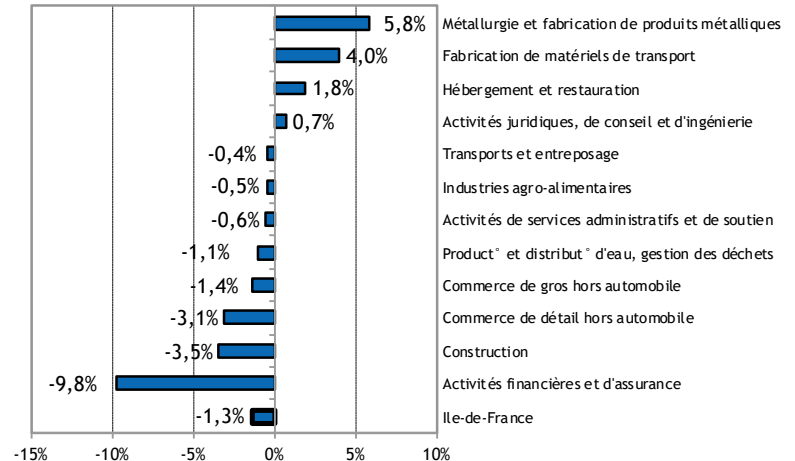
Dans le secteur de la construction, le nombre d'intérimaires diminue significativement (-3,5 %, soit -800 intérimaires). En France métropolitaine, ce nombre augmente (+0,4 %, soit +500 intérimaires).

Dans le tertiaire, l'activité intérimaire continue de se replier en Île-de-France, mais dans une moindre mesure (-0,8 %, soit -580 intérimaires ; après -1,8 % au troisième trimestre). Les sous-secteurs des *activités pour la santé humaine* (-270 intérimaires) et des *activités financières et d'assurance* (-230 intérimaires) contribuent à cette baisse. En France métropolitaine, le nombre d'intérimaires dans le tertiaire diminue aussi (-1,0 %).

Nombre d'intérimaires en fin de trimestre  
(données CVS)



Évolution du nombre d'intérimaires par rapport au trimestre précédent  
par principaux secteurs d'activité (données CVS)



### Les demandes d'activité partielle au 1<sup>er</sup> trimestre 2026

Au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2026, les services des Drieets/Ddets ont notifié 923 demandes d'autorisations d'activité partielle (DAP) initiales\*, Parmi celles-ci, 262 demandes ont été validées, émanant de 246 établissements franciliens. Ce niveau est en légère baisse par rapport au trimestre précédent.

Les motifs des 262 demandes sont, pour moitié, liés à des sinistres, à des intempéries de caractère exceptionnel ou à la conjoncture économique.

Paris concentre 31 % des demandes d'autorisations d'activité partielle validées de la région, tandis que 24 % proviennent des départements de la petite couronne et 46 % de la grande couronne.

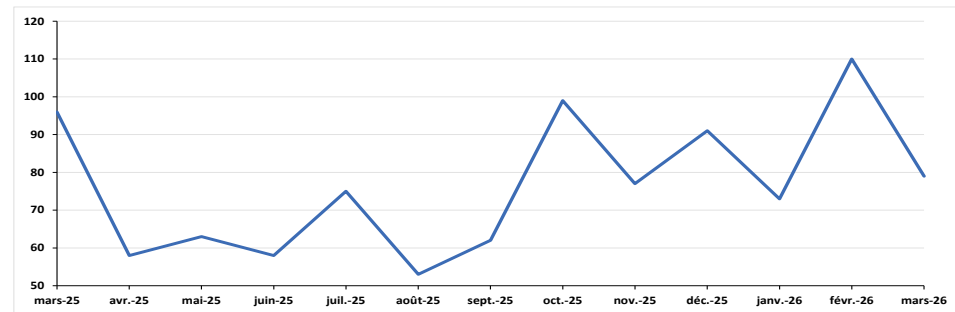
Trois secteurs concentrent à eux seuls plus de la moitié des demandes d'autorisation régionales validées au 1<sup>er</sup> trimestre 2026 : l'hébergement et la restauration (33 %) ; le commerce, la réparation d'automobiles et de motocycles (14 %), ainsi que le transport et entreposage (13 %).

\*Les demandes d'autorisations d'activité partielle initiales incluent les statuts suivants : refusée, validée, provisoire, retirée, refus de signer, en cours d'instruction UD et en attente d'instruction UD. Les avenants à ces demandes initiales validés sont inclus.

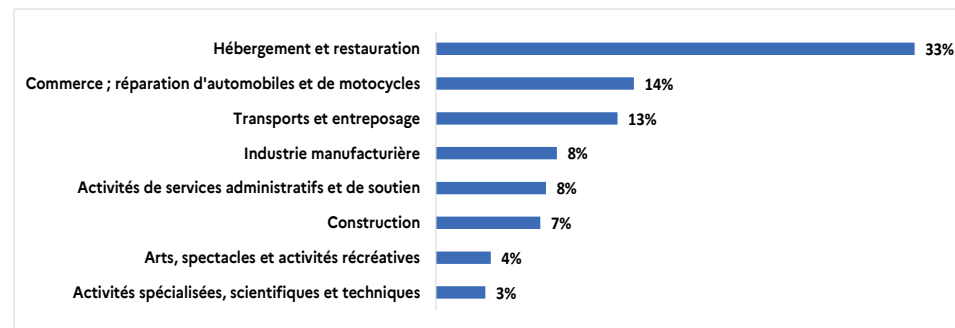
\*\* La source des données relatives à l'activité partielle a été modifiée par rapport aux publications précédentes. Les données proviennent désormais de la DGEFP, et ne sont donc pas comparables aux publications antérieures, dont les données provenaient de la DARES et la source : SIAPART/ DSN.

Nombre de demandes d'autorisations d'activité partielle au T1 2026	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
<b>Autorisations</b>	262	80	30	34	16	15	34	13	40
Janvier	73	23	6	11	7	5	7	4	10
Février	110	31	16	12	6	6	14	6	19
Mars	79	26	8	11	3	4	13	3	11

### Évolution mensuelle du nombre de demandes d'autorisations d'activité partielle sur une année



### Secteurs d'activité qui concentrent le plus de demandes d'autorisations au 1<sup>er</sup> trimestre 2026



## Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC) au 1<sup>er</sup> trimestre 2026

Au *premier trimestre 2026*, 92 procédures de PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) et 21 procédures de RCC (Rupture Conventionnelle Collective) ont été enregistrées en Île-de-France. 4 687 emplois menacés\* par des PSE et 2 124 par des RCC ont été comptabilisés dans des établissements localisés en Île-de-France. Cette hausse est portée par un grand nombre d'emplois menacés dans le secteur des services numériques, notamment dans les Hauts-de-Seine et à Paris.

Près de 50 000 emplois ont été menacés en 2020, et plus de 30 000 en 2021. Après une accalmie en 2022 avec moins de 13 000 emplois menacés, l'année 2023 a marqué un rebond des restructurations avec près de 22 000 emplois menacés, tout en restant très éloignée des niveaux observés pendant la crise sanitaire. En 2024, le nombre d'emplois menacés diminue très légèrement avec 21 400 emplois menacés. En 2025, 18 900 emplois ont été menacés en Île-de-France, soit une baisse de 13% par rapport à 2024.

Au *premier trimestre 2026*, le secteur des activités informatiques cumule le plus d'emplois menacés (1 527), et arrive en première position en proportion de l'emploi local (0,54 % des salariés du secteur). Le secteur du commerce ; réparation d'automobiles et de motos cumule 851 emplois menacés suivi du secteur des transports et entreposage (831) et de l'hébergement et restauration (705). Ces quatre secteurs représentent près de trois emplois menacés sur cinq.

Au *premier trimestre 2026*, le plus grand nombre d'emplois menacés est localisé dans les Hauts-de-Seine (2 611) et à Paris (1 870).

\* Le nombre d'emplois menacés correspond au nombre de ruptures de contrat envisagé, complété dans le système d'information SI RUPCO, saisi à la demande (c'est-à-dire à la fin de procédure) ou, si ce nombre est non rempli ou égal à 0, saisi à l'ouverture (c'est-à-dire à la création du dossier)

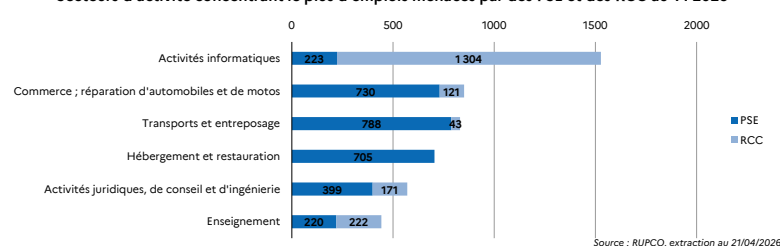
Procédures de PSE et de RCC enregistrées par les services de la DRIETS d'Île-de-France

Répartition par unité départementale d'enregistrement	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
PSE au T1 2026	92	31	6	4	4	31	10	4	2
PSE en 2025	253	90	17	13	11	65	29	19	9
RCC au T1 2026	21	6	1	1	1	8	2	1	1
RCC en 2025	83	29	2	8	5	23	7	5	4

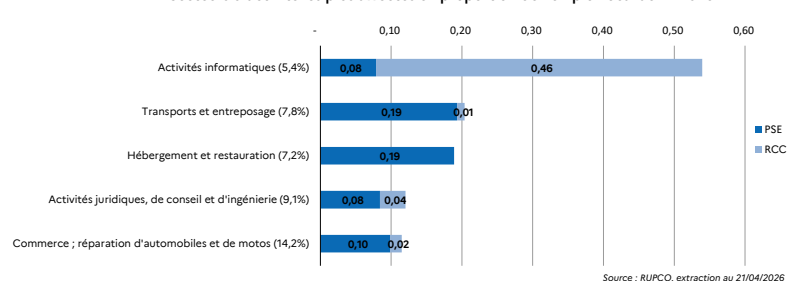
Nombre d'emplois menacés par des PSE et des RCC dans les établissements franciliens

Répartition par unité départementale d'enregistrement	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
PSE au T1 2026	4 687	1 415	312	233	518	1 166	527	232	284
PSE en 2025	13 770	4 531	1 188	977	943	3 614	1 265	641	611
RCC au T1 2026	2 124	455	7	30	63	1 445	77	4	43
RCC en 2025	4 902	984	5	943	566	1 743	239	282	140

Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE et des RCC au T1 2026



Secteurs d'activité les plus affectés en proportion de l'emploi local au T1 2026



## Dossier Trimestriel de conjoncture

# Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Service Études Statistiques Évaluation (SESE) - [idf.statistiques@drieets.gouv.fr](mailto:idf.statistiques@drieets.gouv.fr)

### Directeur de la publication :

Fabrice MASI, Directeur régional et interdépartemental de la DRIEETS d'Île-de-France.

### Directeur de la rédaction :

David HOYRUP, Responsable du Service Études, Statistiques et Évaluation (SESE)

### Étude et réalisation :

Carla TAFIAL, Chargé d'études et de statistiques (SESE)

**Contributeurs :** Lisa CHOTARD - Raphaël DJEDJERO - Jérôme LEFRANC - Carla TAFIAL – Mattéo VERNAY

**Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités**

32, rue Jean Jaures – 93200 Saint-Denis Tel. 01 70 96 13 00



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités**